

Les institutions de Washington, Banque mondiale et Fonds monétaire international, disposent d'une panoplie considérable d'études sur la marche du monde et emploient de très nombreux économistes, souvent de qualité. Il eût été étonnant que certains d'entre eux ne finissent par faire partager leur interrogation à propos de la pertinence du Consensus de Washington [1]. Bien entendu, ni le FMI ni la Banque mondiale ne reconnaissent, officiellement, devoir aller à Canossa. Quand même, l'ancien économiste en chef, Olivier Blanchard, précise « il n'y a pas revirement doctrinal, mais évolution ». Quant au nouveau, il confirme qu'il s'agit d'évolution et non de révolution.

### Néolibéralisme ! Quoi, se serait-on trompé ?

Sans grande surprise cependant, de plus en plus de leurs études empruntent ce chemin depuis plusieurs années (lire entre autres [D'où les inégalités de rémunération peuvent-elles bien venir ?](#)) N'empêche, les propagandistes de la « vraie » doctrine veillent au grain ! C'est ainsi qu'un des économistes les plus connus du *think tank* Bruegel [2], Nicolas Véron, déclarait à propos de l'étude qui va être présentée ici, « c'est le label néolibéralisme, qui donne une dimension idéologique au débat. C'est ce qui a créé un malaise dans la communauté des économistes, car le FMI, comme toutes les institutions financières internationales (IFI) n'est pas supposé être idéologique. Sa force, précisément, est de ne pas l'être ». Tout y est : les économistes qui ne sauraient être qu'une « communauté », le FMI tirant sa force de n'être point... « idéologique ». Tous les tenants du capitalisme continueront de prêcher pour le maintien de son fondement – même s'il leur faut être « modernes » en maniant algorithmes et autres accélérateurs de profit – mais il serait paradoxal de faire la fine bouche, un peu comme le renard gascon de La Fontaine devant de magnifiques raisins : « Le galand en eût fait volontiers un repas ; /Mais comme il n'y pouvait atteindre : /Ils sont trop verts, dit-il, et bons pour des goujats' / ».

Quel est donc ce « brûlot » qui embrase le Landerneau néolibéral ? La revue trimestrielle *Finance & Development* (F&D) a publié en juin 2016 « [Neoliberalism : Oversold ?](#) », de trois économistes du FMI, Jonathan D. Ostry, Prakash Loungani, and Davide Furceri ; tous trois travaillent pour le département de la recherche du Fonds. [3]

Il faut dire que, dès l'introduction de leur article portant sur ce néolibéralisme « survendu », ils ne s'embarrassent guère des précautions de langage habituellement de mise dans ce type d'institutions. Ils présentent ainsi leur travail : « au lieu de permettre la croissance, plusieurs politiques néolibérales ont augmenté les inégalités, compromettant en retour une

expansion durable ».

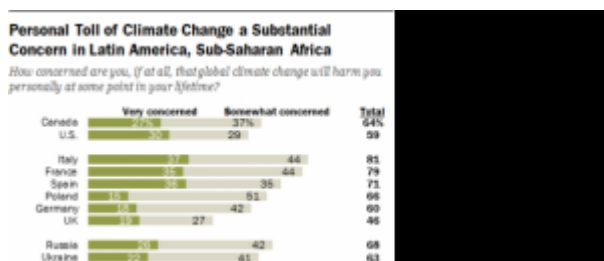
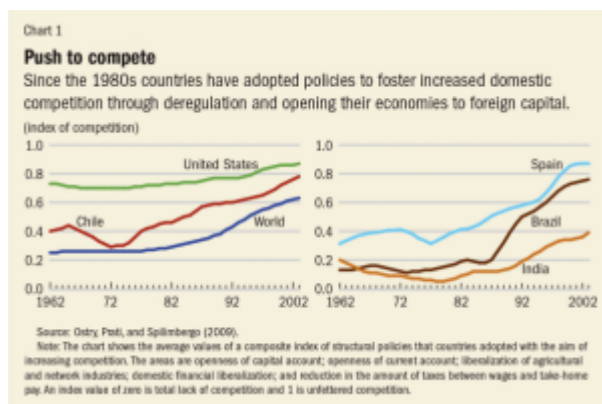
Bien entendu, on reste au FMI. On remarquera, par exemple, que le dogme de la croissance reste intangible sans même que, dans cet article, la vraisemblance de sa durabilité soit soulevée. En revanche, ce n'est pas tous les jours que le “*economic miracle*” du Chili, tant vanté au début des années 1980 par Milton Friedman et bien d'autres, soit quelque peu écorné. Mais surtout, cet article, qui n'est pas le seul [4] produit désormais au sein des IFI, définit explicitement les principales caractéristiques du Consensus de Washington pour en montrer la nocivité : concurrence sans limite, y compris sur les marchés financiers, et répudiation des politiques budgétaires qui, péché contre l'esprit, conduisent à la dette publique.

Les économistes cités ont bâti un *index of competition* mesurant l'efficacité des dispositions adoptées pour favoriser la concurrence. Sur un graphique portant sur quarante ans, ils ont tracé l'évolution de cet indice pour cinq pays, les États-Unis, le Chili, l'Espagne, le Brésil et l'Inde en même temps qu'une courbe portant sur l'ensemble du monde. On voit sur le graphique reproduit ici en *chart 1*, l'augmentation considérable sur la période, jusqu'à un facteur 4 pour le Brésil. Les auteurs du rapport montrent, en face de cette évolution, les trois plus graves conséquences du néolibéralisme :

- l'augmentation de la croissance ne peut guère être démontrée comme conséquence des dispositions néolibérales arrêtées ;
- en revanche, l'augmentation des inégalités, comme aboutissement desdites mesures, est clairement établie ;
- l'augmentation des inégalités met en cause la persistance de la croissance elle-même.

Peut-être est-ce utile de mettre en parallèle ces conclusions – corroborées par de très nombreuses études d'horizons divers – avec les politiques mises en œuvre par la plupart des gouvernements, en particulier ceux des pays européens et l'Union européenne elle-même. Non seulement ils appliquent

ces « bonnes pratiques », dites de l'offre par exemple, mais encore le font-ils avec une si spectaculaire conviction qu'elle en devient presque touchante. En réalité cette conviction, sincère ou affichée, ne sert qu'à permettre d'obtenir le résultat présenté dans [Alors, ce machin ?](#) et dont la figure 2 reproduite ci-dessous illustre cette réalité aussi stupéfiante que sinistre.



En ces temps où les propriétaires du capital savent parfaitement, grâce aux gouvernements qu'ils promeuvent et qui les protègent, réclamer les mesures d'austérité les plus fortes au prétexte qu'elles permettraient de faire face à d'éventuelles crises financières, on ne saurait trop recommander ces appréciations des experts du FMI : « pour les pays ayant un bon bilan [face aux marchés financiers], le bénéfice de la réduction de la dette, comme une assurance contre une crise financière future, se révèle être remarquablement faible, même à des niveaux très élevés de dette par rapport au PIB ». Plus précis, ils montrent que « les épisodes de consolidation [restriction] budgétaire ont été suivis, en moyenne, par des périodes de faible croissance plutôt que par la progression de la production. En moyenne, une réduction de la dette de 1 % du PIB augmente le taux de chômage à long terme de 0,6 % et les inégalités de revenus, mesurées par le coefficient de Gini [5], de 1,5 % ». Quand on sait que ces conclusions sont très largement documentées, par de très nombreuses études, on est en droit de se demander pourquoi les « bonnes pratiques » invoquées à satiété et justifiées par le fameux TINA [6] de Madame Thatcher sont presque universellement appliquées. On ne peut pas croire que ce pourrait être pour accroître la fortune des ultra-riches, comme ils sont dénommés dans le rapport annuel *World wealth report* de Capgemini ! Le dernier paru indique que le nombre de ceux qui sont désignés sous l'appellation « individus fortunés » devrait être en 2017 de quelque 16 millions de personnes, soit moins de 0,3 % de la population mondiale ; ils disposeront d'une fortune financière de quelque 70 000 milliards de dollars

courants [7]. Mais, à vrai dire, ce ne sont pas même tous ceux-là qui comptent. Seuls ont vraiment voix au chapitre, les extrêmement riches qui détiennent au moins 30 millions de dollars d'actifs financiers par individu : ils ne seront pas même 1 % du total des individus fortunés mais disposeront de plus de 35 % du total des 70 000 milliards qui viennent d'être évoqués. Ces « gens-là », comme les chantait Jacques Brel il y a cinquante ans, seraient à peine 160 000 sur la planète ! Aujourd'hui, le président du Medef français se refrène sans doute quand il estime qu'il y a véritablement des comportements de voyous. Il s'agit plutôt de bandits !

La conclusion des auteurs du rapport quant à la taille des États et à l'importance de la dette publique qu'ils contractent est claire : « en somme, les avantages de certaines politiques qui sont une part importante du programme néolibéral, ont été quelque peu surjoués ». Allons bon !

Ils insistent : « il y a maintenant des preuves solides que l'inégalité peut significativement réduire à la fois la croissance et sa durabilité ». Ils vont même jusqu'à donner des exemples de ce qui devrait être fait : « les politiques pourraient être conçues pour corriger certains effets néfastes en amont, par exemple grâce à l'augmentation des dépenses en matière d'éducation et de formation, qui augmente l'égalité des chances ». Ils préviennent les sceptiques : « Par chance, les craintes que ces politiques [impôt et transferts de revenus] nuisent à la croissance sont sans fondement ».

Au-delà des données arguant contre la pensée unique néolibérale et les « potions » qu'elle entend imposer au monde entier, il y a tout intérêt à ce que les mouvements sociaux dans le monde sachent se saisir de ces *mea culpa* provenant du Saint des saints néolibéral. Bien sûr, ce n'est pas ce qui signera l'arrêt de mort du capitalisme – il y faudra encore bien des luttes et, sans doute, des revers – mais il serait irresponsable de la part de ces mouvements de ne pas proclamer, avec ces économistes du FMI que « les décideurs politiques et les institutions qui les conseillent comme le FMI, doivent être guidés non par la foi, mais par des preuves de ce qui a fonctionné ». Un ancien directeur général du Fonds monétaire international (1978-1987), Jacques de Larosière déclarait au quotidien français *Les Échos*, le 10 juin 2016, « Le système est très financiarisé, autrefois après la guerre, on pensait que c'était les gouvernements qui étaient maîtres de leurs politiques économiques et du système de change, aujourd'hui, ce sont les fonds financiers, les mouvements de capitaux. Il y a eu une sorte de démission des gouvernements, des pouvoirs publics face aux grands mouvements de capitaux internationaux qui, en réalité, conduisent le jeu ».

Pour autant, on ne saurait s'emparer de ces *mea culpa* pour en conclure que le FMI aurait quitté le navire du néolibéralisme, ou qu'il serait en train de repérer les chaloupes de sauvetage. Il y faudra sans doute encore bien des tempêtes. On lira, à cet égard, l'excellente [analyse](#) de Michel Husson à propos des trois mémorandums encadrant « l'aide » consentie à la Grèce. Il y décrit parfaitement d'une part l'influence, aussi néfaste que

déterminante, de l'Eurogroupe [8] – en clair l'Allemagne et la France – d'autre part, le travail, souvent de grande qualité, produit par les centaines d'économistes du Fonds mais qui, en cas de mise en danger du bateau-amiral, seront recadrés, si nécessaire !

## Quoi, le néolibéralisme tuerait ?

On n'évoquera pas ici les morts provoquées par la faim dans le monde ; selon le Programme alimentaire mondial (PAM), près de 800 millions de personnes souffraient, en 2015, de la faim. On imagine les morts prématurées engendrées par pareil désastre. D'ailleurs, le PAM dénonce cette sinistre précision : 3,1 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent, chaque année, de la malnutrition ! Pas davantage ne seront analysées les terribles, nombreuses et diverses conséquences de la situation économique et environnementale de la planète qui participent à des taux de mortalité élevés ; on pourra se reporter aux Rapports sur le développement humain publiés chaque année par le PNUD, en particulier le [rapport 2015](#). Le lien entre maladie et économie avait déjà été abordé par la revue *Les Possibles*, en particulier avec [La maladie, un poids pour l'humanité ?](#) Toutefois, on nous permettra – en sorte d'incise de 300 pages – de signaler le [rapport](#) qu'a publié en août 2016, l'agence états-unienne *National Oceanic and Atmospheric Administration*. L'étude à laquelle plus de 450 experts, travaillant dans plusieurs dizaines de pays différents, ont apporté leur contribution, pourrait être résumée ainsi : la terre est chaude et devient de plus en plus chaude ! 2015 est l'année la plus chaude, enregistrée depuis 1861. Selon eux, des dizaines de « records » ont été battus. Il y a quelque 15 ans, les spécialistes craignaient que le dépassement durable d'un seuil de 350 ppm [9], entraînerait un dérèglement irréversible du climat. Le taux atteint en 2015 est de 399,4 ppm.

Ne sera présentée ici qu'une étude beaucoup plus circonscrite et, pourtant, tout aussi terrible. Elle est publiée le 25 mai 2016 dans la revue britannique à comité de lecture, aussi ancienne que mondialement réputée, *The Lancet*. Il s'agit d'une [investigation](#) portant sur la période 1990-2010 visant à évaluer, dans les pays à revenus élevés et revenus intermédiaires, la surmortalité par cancer à la suite de la crise de 2008.

Les médecins-auteurs ont, à partir des données de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la santé, agrégé les informations obtenues pour le cancer du sein chez la femme, celui de la prostate chez l'homme et le cancer colorectal pour l'ensemble de la population. Ils présentent ainsi leur travail : « La crise économique mondiale a été associée à une augmentation du chômage et une réduction des dépenses publiques en matière de soins de santé (PEH) [10] Nous avons estimé les effets de l'évolution du chômage et des PEH sur la mortalité par cancer et l'influence de la couverture universelle de santé à cet égard ».

Les auteurs évaluent, en raison de la hausse du chômage et des coupes budgétaires dans le secteur de la santé, consécutives à la crise financière de 2008, la surmortalité par cancer à de plus

d'un demi-million de personnes dans le monde. Prudents, les auteurs parlent de « corrélation chronologique ». « On associe la récente crise économique à 260 000 morts supplémentaires par cancer dans les pays de l'OCDE entre 2008 et 2010, dont 160 000 au sein de l'Union européenne ». Le docteur Mahiben Maruthappu, qui a dirigé les recherches, estime à « bien plus de 500 000 morts supplémentaires par cancer pendant cette période », au niveau mondial. Il poursuit : « nous avons découvert que la hausse du chômage était associée à une augmentation de la mortalité par cancer mais que la couverture de santé générale protégeait la population contre ces effets. En particulier, dans le cas de cancers pour lesquels il existe un traitement comme le cancer du sein, de la prostate et le cancer colorectal [...] à l'inverse, des économies dans les soins de santé peuvent coûter des vies ». Peut-être serait-ce utile de transmettre cette étude à Madame Touraine, la ministre française des affaires sociales et de la santé, qui a créé une agence nationale de santé publique, Santé publique France, dont l'objectif serait « la promotion de la santé, la surveillance et l'observation de l'état de santé de la population » mais qui fait passer ce louable dessein par d'importantes coupes budgétaires et le soutien accordé aux assurances privées.

Une étude portant sur les conséquences médicales du chômage en France menée par des chercheurs de l'INSERM, a été publiée le 11 novembre 2014 par [International Archives of Occupational and Environmental Health](#). Elle estimait le nombre de morts qui en résultaient entre 10 000 et 20 000 personnes par an [11].

Oxfam publiait en juillet 2016, [Des fruits au goût amer](#). Il s'agit d'une étude conduite au Costa Rica et en Équateur pour l'ananas et la banane. L'exergue est sans appel et dénonce de manière documentée, les conditions de travail « indécentes » pour près de 27 000 travailleurs dans l'ananas au Costa Rica et plus de 200 000 pour la banane en Équateur ! La grande distribution, en particulier allemande, a fait baisser les prix de manière telle que leur rémunération a été la variable d'ajustement toute trouvée. En outre, la quantité et la multiplicité des pesticides utilisés vont croissant, au péril de la santé des employés et de l'environnement.

Ils sont bien plus nombreux que les cinquante Danaïdes qui furent condamnées, dans les Enfers, à devoir remplir le fameux tonneau percé, ceux qui, sans relâche, nous approvisionnent d'études démontrant les considérables méfaits du système capitaliste. Bien au-delà de la réprobation morale qu'elles peuvent susciter, ces études démontrent, les unes après les autres, que les dégâts s'appliquent de manière beaucoup plus large que sur les victimes immédiatement concernées. En août 2016 est publiée, sous un très large patronage, [The Cost of Hunger in Africa](#), ce coût de la faim en Afrique s'appuie sur une étude menée au Ghana pour évaluer les conséquences sociales et économiques à long terme de la malnutrition infantine. « Quand un enfant est sous-nutri, les conséquences négatives poursuivent cet enfant pour toute sa vie. Ces conséquences négatives ont de graves conséquences sur les économies où il vit, travaille et apprend ». Le rapport s'attache à trois séries de séquelles économiques et sociales portant sur 2012 :

- en matière de santé ; les auteurs ont répertorié 1,4 million de cas cliniques de malnutrition infantile ; et entre 2008 et 2012, 72 000 morts d'enfants lui étaient attribuées ;
- en matière d'éducation ; les retards de croissance ont accru de 1 % le taux de redoublement ; les retards de croissance dans l'enfance conduisent à une baisse des revenus lors de l'arrivée à l'âge adulte ; la population concernée est estimée à plus de 37 % de l'ensemble ;
- en matière de productivité ; aussi bien pour les travailleurs manuels que pour les non-manuels, les retards de croissance ont entraîné une baisse de productivité estimée à 0,44 % du PIB chez les premiers et 0,86 % chez les seconds ; la perte des heures travaillées en raison de la sous-nutrition et les conséquences de celle-ci sur la mortalité ont provoqué une baisse du PIB équivalent à 5,8 %.

En résumé, les auteurs chiffrent la perte, pour le pays, due à la malnutrition infantile à 6,4 % du PIB ghanéen 2012, soit quelque 2,6 milliards de dollars ! Pour la mise en perspective de ces données, il convient de rappeler que le Ghana est classé au 140<sup>e</sup> rang des pays classés selon l'indice de développement humain (IDH) du PNUD ; il y en a donc 48 derrière lui !

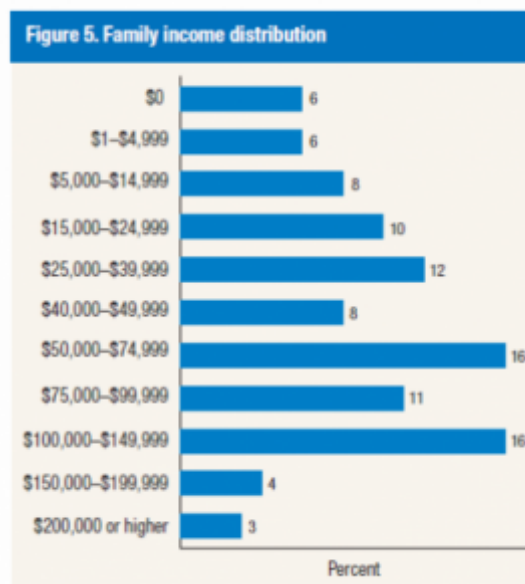
## États-Unis : comment y vivent ses habitants ?

Les États-Unis, qui comptent plus de 320 millions d'habitants disposaient, selon les données de la Banque mondiale en 2015, d'un PIB de près de 18 000 milliards de dollars courants, celui de l'Union européenne, la même année, s'établissait à plus de 16 000 milliards [12] ; ils étaient suivis par la Chine (10 500 milliards environ) ; le Japon arrivait au troisième rang des pays avec un PIB quatre fois moindre que le géant états-unien. Le PIB/habitant, s'élevait à près de 55 000 \$. Isolé, ce chiffre n'a guère de signification, c'est ainsi que le Qatar, Macao, les Bermudes ou le Luxembourg présentent des chiffres allant jusqu'au double. De leur côté, la Norvège, la Suisse, l'Australie, le Danemark et la Suède enregistrent des chiffres supérieurs. Toutes ces données ne disent évidemment rien des inégalités à l'intérieur des pays, pas davantage qu'entre les pays eux-mêmes. Les États-Unis se retrouvent ainsi, avec 0,411, en milieu de tableau des pays classés en fonction de l'indice de Gini, au même niveau que l'Uruguay ou la Turquie mais très loin de la Slovaquie (0,249), la Suède (0,261), la République tchèque (0,264) ou la Norvège (0,268) [13].

La Réserve fédérale états-unienne publie en mai 2016 [Report on the Economic Well-Being](#), une étude portant sur le bien-être des ménages en 2015.

Selon le rapport basé sur une enquête conduite auprès de la population, le niveau de vie général s'est un peu amélioré en 2015, mais un ménage sur deux n'est pas en mesure de faire face à des dépenses imprévues de 400 dollars et 25 % des travailleurs

doivent cumuler au moins deux emplois. La figure 5 reproduite ici indique la répartition des revenus des ménages pour l'année 2015. On remarquera que 20 % des ménages doivent vivre avec moins de 15 000 dollars par an.



Il n'est pas inutile de mettre à côté de cette photographie une autre qui ressort des données présentées dans le rapport annuel sur la richesse dans le monde établi par [Capgèmini](#) : moins de 5 millions sur l'ensemble de la population états-unienne dispose d'avoirs financiers d'un montant total supérieur à 16 000 milliards de dollars. Il n'est, dès lors, guère étonnant de noter que les dividendes distribués pèsent lourd. Dans [La distribution de dividendes](#), on lira que le rapport Henderson nous apprend qu'en 2015, le montant des dividendes versés dans le monde par les 1 200 plus importantes capitalisations boursières – qui représentent 90 % des dividendes payés par les 3000 compagnies recensées dans le monde – s'est élevé à 1 150 milliards de dollars, dont 440 milliards distribués aux États-Unis. On peut, sans craindre de se tromper, supposer que les bénéficiaires états-uniens de ces centaines de milliards se trouvent répertoriés dans les 3 % des ménages ayant perçu un revenu supérieur à 200 000 dollars en 2015 ! C'est-à-dire quelque 9 millions. Mais, dans ce petit groupe, il faut distinguer les ultras-riches, comme les appelle avec élégance Capgèmini ; selon le dernier rapport Forbes, ils seraient 400, disposant ensemble de 2 340 milliards de dollars, sachant que chacun des ces 400 personnages possède, au moins, un patrimoine de 1,7 milliard, générant des revenus annuels qui seront scrupuleusement recensés dans ces 3 % de la Réserve fédérale ...

Celle-ci donne à son étude une conclusion qu'il a paru utile de traduire en partie : « Cependant, les nombreuses « poches » de consommateurs qui présentent des niveaux élevés de stress financier et sont sous risque de rupture financière dans le cas où ils [ces consommateurs] devraient faire face à des difficultés supplémentaires, demeurent une préoccupation. Alors que les trois années de données du SHEL [enquêtes conduites par la Réserve fédérale] ne permettent pas de déterminer si ces

risques élevés pour certains consommateurs sont le résultat résiduel de la Grande Récession, ou reflètent la réalité de leurs finances, il faut continuer à suivre ces populations pour apprécier dans quelle mesure elles sont, ou ne sont pas, pleinement bénéficiaires d'une meilleure croissance économique ».

Ainsi, les auteurs prennent bien en compte la multiplicité de personnes sous « stress financier », mais il s'agit de « consommateurs ». Peut-être, espèrent-ils qu'une relance de la consommation résoudra leur « problème » ; d'autant que les auteurs ne peuvent pas dire s'il s'agit d'une simple habitude contractée lors de la crise ou... d'un véritable manque de ressources.

Par ces temps de chômage allant croissant, et alors que des « experts » nous avertissent que nous allons vers la fin du travail, on peut se reporter à un rapport de [McKinsey & Company](#) qui, au-delà des seuls États-Unis, s'interroge explicitement : « Plus pauvres que leurs parents ? ». Le puissant cabinet international de conseil aux entreprises relève qu'environ 2/3 de ménages dans les 25 économies avancées étudiées sur la période 2005-2014, ont vu leurs revenus stagner ou décroître. Le conseiller des directions générales mondiales estime que, sans mesure pour y remédier, le monde s'expose à de graves conséquences économiques et sociales !

Un petit dernier pour la route ? Bien que cet addendum ne s'applique pas, explicitement, au cas des États-Unis, on a estimé que la référence à cette note du [CAE](#) (Conseil d'analyse économique) valait la peine d'être donnée. On y trouve une sorte de quintessence de la pensée qui prévaut partout, notamment au sein de l'Union européenne, et consistant à faire admettre par l'ensemble de la société ce qui devrait être admis comme norme universelle, à savoir le marché et la concurrence. Trois auteurs ont participé à la rédaction de ce pamphlet : Jean Tirole, désormais célèbre en France pour avoir reçu en 2014 le prix de la Banque de Suède en sciences économiques, adepte de l'économie néolibérale, Augustin Landier, de l'École d'économie de Toulouse, lui aussi pouvant être considéré comme économiste néolibéral, enfin, Marie Ekeland présentée comme co-fondatrice de France Digitale, qui vise à faire de la France une championne du numérique. Ces trois importants personnages se font les ardents avocats d'un véritable développement, sur l'Hexagone, du capital risque. Il y aurait, dans le pays, quelque 500 de ces instruments destinés à lancer des projets innovants qui seraient parvenus à lever 1,8 milliard d'euros [14]. Fort bien, mais pourquoi donc toutes les grandes banques hexagonales sont-elles derrière ces capital-risqueurs ? Ne serait-ce pas leur travail de base que d'étudier un projet, de l'améliorer si nécessaire et de participer à son financement ? Mais enfin, comment voulez-vous qu'une *start-up* comprenne ce langage d'un autre âge ? Il nous faut, en France, créer ces *business angels* qui sauront accélérer le mouvement. Pensez, rien que le nom ! Mais les trois avocats cités savent parfaitement qu'un bon investisseur privé n'est jamais que celui qui sait s'adosser à un organisme public. Aussi recommandent-ils que la Banque publique d'investissement (Bpifrance) observe une gouvernance adaptée, notamment en

adoptant les « bonnes pratiques » internationales. Ah, si le capitalisme perdait, tout à coup, ces fameuses « bonnes pratiques » ! Mais nos trois thuriféraires savent qu'il faut aller chercher l'argent là où il est. Une des meilleures cachettes est encore la recette publique ; non qu'elle soit abondante par ces temps de vaches maigres, mais elle présente un avantage déterminant pour les propriétaires du capital, elle est gratuite. Aussi, sur les sept recommandations formulées par ces experts, trois ont-elles trait à la fiscalité ; il faudra, disent-ils « allouer de manière optimale l'effort budgétaire consenti à la création d'un écosystème entrepreneurial optimum ». On voit là que, non seulement ils parlent anglais, mais encore pratiquent-ils couramment la langue de bois. Reconnaissons que c'est plus élégant que si on avait lu, sous leur plume, « il faudra savoir plumer la volaille » !

## Fin du travail ? Vraiment !

Ce numéro des *Possibles* a retenu pour thème central, l'avenir du travail. On connaît la chanson : la révolution numérique supprime une quantité considérable d'emplois. Moralité pour nos experts néolibéraux, chacun doit se prendre en charge et vive l'ubérisation de notre monde. Quoi, direz-vous, que deviennent les conditions du travail et sa rémunération ? Elles se dégradent bien sûr, mais que voulez-vous, c'est la rançon du progrès !

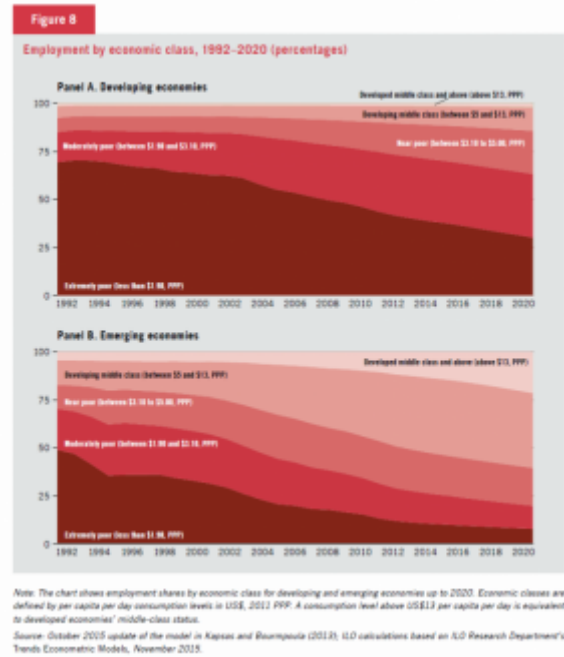
Ce n'est pas totalement faux, à condition d'aller jusqu'au bout du constat. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la productivité horaire du travail a été multipliée jusqu'à un facteur de 3,5 aux États-Unis. Cela aurait dû permettre, toutes choses égales par ailleurs, d'affecter la durée moyenne du travail d'un coefficient diviseur équivalent. En France, selon l'INSEE, la moyenne annuelle du temps de travail salarié est passée de quelque 1 900 heures en 1949 à 1 400 soixante ans plus tard, soit une baisse d'un quart seulement.

Dans un entretien avec Guillaume Duval datant de 1997, Jeremy Rifkin déclarait [15] : « ce que je reproche surtout aux syndicats des États-Unis, c'est d'avoir perdu de vue cet objectif central de tout syndicat qui réussit : réduire le temps de travail. Il ne doit pas s'agir d'abord de meilleurs salaires, mais de semaines de travail plus courtes ». Cette citation est intéressante dans la mesure où Jeremy Rifkin prétend qu'il n'y aura plus de travail pour tout le monde ; c'est ce pourquoi il défend, notamment, le revenu de base. Ce n'est pas le lieu d'étudier, ici, le revenu universel qui ne serait plus la contrepartie de la contribution, socialement validée, à la création de valeur, mais « distribué » à chaque individu et avec lequel il devra se débrouiller. Notons cependant qu'il plaît de plus en plus à tous ces néolibéraux qui voient là une sorte de baguette magique capable de faire disparaître, enfin, protection sociale et autres fariboles comme le salaire minimum.

# L'Organisation internationale du travail (OIT)

Lors de la présentation du rapport 2016 [Emploi et question sociales dans le monde](#), publié en anglais, de l'Organisation internationale du travail, Guy Ryder, son directeur général, déclarait, en particulier : « La pénurie d'emplois décents pousse les gens à se tourner vers l'emploi informel qui se caractérise habituellement par une faible productivité, une maigre rémunération et aucune protection sociale. Cela doit changer. Il est indispensable de répondre rapidement et vigoureusement à l'ampleur du défi mondial de l'emploi si nous voulons réussir à mettre en œuvre le nouveau Programme de développement durable pour 2030, récemment adopté par les Nations unies ». C'est dans ce document que l'OIT prévoit que près de 200 millions de personnes seront au chômage en 2016 et devraient être plus nombreuses encore en 2017. On reproduit ici la figure 8 qui est représentée à la page 18 du rapport. Elle synthétise sur la période 1992-2020 l'évolution du nombre de travailleurs répartis par tranches de revenu : de moins de 1,90 \$/jour à 13 \$/jour d'une part pour les pays réputés en développement, d'autre part pour les pays émergents (pour ces derniers, est quantifiée une classe moyenne, au dessus de 13 \$/jour). On remarque que le nombre de travailleurs extrêmement pauvres aura, sur la période, diminué, y compris dans les pays les plus pauvres. À l'évidence, la remarque du directeur de l'OIT quant à la nécessité d'emplois décents n'est pas une lubie pour dames patronnesses. Toutes les rodomontades sur la fin du travail ne changeront rien. En 2020, 70 % des titulaires d'un emploi salarié ne disposeront que d'un revenu inférieur à 3,10 \$/jour ! À peine les trois quarts des salariés de la « classe moyenne supérieure » disposeront d'un revenu supérieur à 13 \$/jour.

Une autre série de données présentées par la table 3 page 20, montre combien les propriétaires du capital savent protéger, pour le moins, leurs intérêts. On compte dans le monde plus de 2 milliards d'êtres humains, en âge de travailler, qui ne sont pas sur le « marché » du travail. Il y a un siècle et demi, Marx, à partir des idées nées dans la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle ouvrier britannique, explicite sa pensée dans le fameux chapitre XXV du Livre premier du *Capital*, « elle [la surpopulation ouvrière] forme une *armée de réserve industrielle* qui appartient au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais ». Quelle aubaine pour les capitalistes [16] ! Les larmes qu'ils font semblant de verser sur la pauvreté et la faim dans le monde, sur les immigrés qui meurent par milliers, sur les chômeurs et autres calamités « naturelles », ne sont que de crocodiles. Ils n'en supportent pas le coût, qu'ils laissent à la collectivité. En revanche, comme nous tous, ils s'exposent aux risques vitaux que font courir ces monstrueuses calamités ; mais cela est une autre histoire déjà abordée par Socrate et, plus récemment, par Keynes quand il évoquait la pulsion de mort du capitalisme qu'il désignait comme une « règle autodestructrice du calcul financier [qui] régit tous les aspects de l'existence ».



## CNUCED

La Conférence des Nations unies pour le commerce et le Développement (CNUCED), avec le PNUD mais dans un autre registre, a su prendre un rôle singulier au sein des institutions internationales. Sans doute, cette singularité, à l'heure où la Banque mondiale et le FMI empruntent de plus en plus régulièrement la route de Canossa [17], est-elle moins visible ; il reste cependant que, depuis des années, la CNUCED tente avec opiniâtreté de faire en sorte que le commerce, qui figure dans ses prérogatives, serve le développement des populations, en particulier celles du Sud, et non la mondialisation financière. Vaste ambition, encore cependant corsetée çà et là par la pensée dominante, comme on le verra plus loin !

La CNUCED a tenu à Nairobi du 17 au 22 juillet 2016 sa quatorzième conférence ministérielle. Tous les quatre ans, les 194 pays membres définissent le programme fixé pour les quatre années à venir.

Chacun des pays dispose, statutairement, des mêmes droits. On imagine volontiers, cependant, que la voix du Burkina-Faso n'a pas exactement la même portée que celle des États-Unis. Échapper au principe de compétition exige un rude combat, aussi a-t-on pu se réjouir de voir apparaître, dès l'origine en 1964, le G77 qui réunissait 77 pays en développement ayant décidé de faire entendre, au sein de l'ONU et sur la scène mondiale, une voix coordonnée. Aujourd'hui, ils sont 134 qui comptent plus des trois quarts de la population mondiale et représentent plus de 40 % du produit mondial.

Toutefois, la CNUCED est une organisation des Nations unies et n'échappe pas totalement à l'idéologie dominante. C'est ainsi qu'elle a pesé de tout son poids pour obtenir plus de 3 000 accords bilatéraux entre les pays membres pour « réguler » les

échanges et investissements ; l'essentiel de ces conventions prend pour modèle la doctrine établie par l'OMC et pour objectif majeur la protection des investisseurs. Malgré une bataille acharnée des pays du Sud et de nombreuses ONG, tout au long de la semaine de Nairobi, pour obtenir des avancées en matière de fiscalité, investissement ou commerce, aucun mandat précis n'a pu être donné à la CNUCED : les États-Unis et l'Union européenne, principalement, sont parvenus à contrer toutes les décisions qui tentaient de faire passer les impératifs de développement durable avant l'intérêt des transnationales. Ce sont, une fois encore les règles de l'OMC qui prévaudront, sauf... quand des accords particuliers seront plus favorables aux sociétés commerciales. En particulier, aucune avancée n'a pu être obtenue quant à la dette du Sud, pas davantage qu'à l'égard des pertes fiscales considérables qu'il doit affronter.

## CNUCED et pays les moins avancés(PMA)

Malgré les entraves mises par les pays riches, il reste que la CNUCED porte une attention toute particulière aux PMA. Rappelons que, selon le dernier rapport du PNUD, il s'agit de plus de 900 millions de personnes en 2014 qui devraient être près de 1,3 milliard en 2030. Leur PIB/tête (en parité de pouvoir d'achat) s'établissait à un peu plus de 2 100 dollars par an alors que c'était 20 fois plus (41 000 dollars) pour 1,1 milliard de personnes à très hauts revenus (elles seront 1,3 milliard en 2030). En 2013, la CNUCED publiait une étude de première importance [18] (60 chercheurs associés) dont les exigences étaient les suivantes : forte réduction des monocultures ; diminution de l'usage des différents intrants d'origine industrielle ; soutien des petites exploitations ; préférence au développement de la production et de la consommation locales.

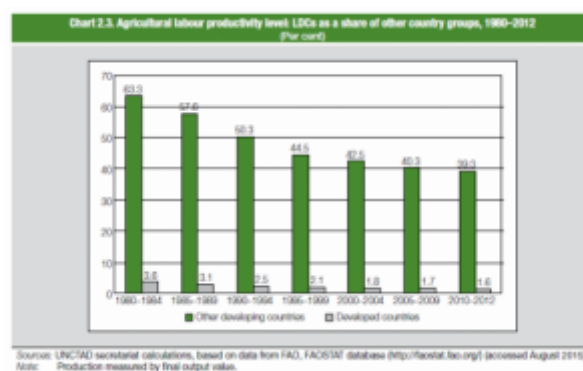
En 2015, elle récidive avec un rapport, en anglais, sous-titré [Transformer les économies rurales](#). C'est là, en effet, que vivent les 2/3 des habitants des PMA, où l'agriculture fournit 60 % des emplois mais où la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté national est le double de celle qui prévaut en milieu urbain. En outre, la croissance de la population active dans les zones rurales des PMA est plus importante que dans le reste du monde. Il a été rappelé plus haut qu'en 15 ans, la population aura crû de 44 % dans les PMA et de 18 % dans les pays à très hauts revenus. La question de l'emploi – alors même que la « fin du travail » est totalement ignorée – y est donc de première importance. Les impératifs exigés dans ce document montrent à la fois l'ampleur des retards et la relative simplicité pour les combler. Il s'agit : d'améliorer la productivité globale du travail pour poser les fondements d'un processus de développement durable ; d'ouvrir des possibilités d'activités productives à l'ensemble de la population active ; de porter les niveaux minimaux de productivité du travail à un échelon suffisant pour générer un revenu supérieur au seuil de pauvreté, même dans les ménages où la proportion d'inactifs est la plus forte ; de veiller à ce que les gains de productivité se répercutent entièrement sur le revenu des ménages. On est bien loin, en

effet, de la « fin du travail ». Mais, après tout, il ne s'agit que du milliard parmi les plus pauvres des êtres humains de cette planète ! C'est précisément ce milliard que le PNUD ambitionnait de sortir de l'extrême pauvreté en fixant, en septembre 2015, les 17 objectifs de développement durable (ODD) [19].

Les PMA sont les pays où les populations sont les plus fragiles ; c'est précisément pourquoi la CNUCED en fait la pierre angulaire de la réussite, ou de l'échec, du développement pour les quinze prochaines années. L'axe central du succès passera par l'atteinte d'un développement rural sain exigeant autant de fixer de nouveaux objectifs que de nouvelles méthodes. Il y faudra fournir des emplois correctement rémunérés qui permettront de faire passer les populations au-dessus du seuil de pauvreté.

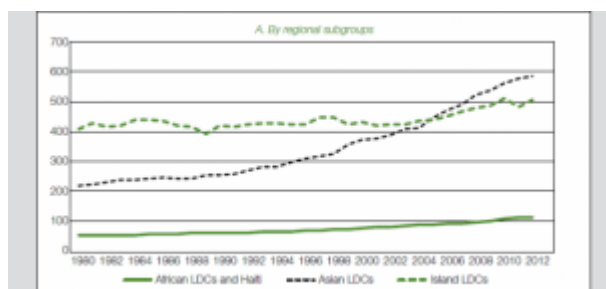
Le capitalisme peut-il permettre d'atteindre de tels objectifs ? Tous les articles de cette revue, et bien d'autres, démontrent le contraire. L'objectivité requiert d'ailleurs de constater que telle n'est pas son ambition.

La route est longue et ardue ; il y faudra d'importantes ressources dont les PMA ne disposent pas par eux-mêmes. Cinq données doivent être prises en compte : disponibilités physiques (terres, matériel etc.) ; capacités humaines et techniques ; investissements et politiques publiques ; agroécologie et changement climatique ; diversification rurale. Chacune d'elles participe à la création d'emplois décents. C'est, évidemment, un tout autre modèle que celui de l'agriculture industrialisée [20] qui, non seulement pèse lourdement dans la détérioration climatique, mais qui, selon la FAO et à l'encontre du discours ambiant, parvient à nourrir à peine 80 % de la population [21]. On voit dans le tableau ci-dessous, présenté page 46, le chemin à parcourir. Il compare la productivité agricole, mesurée par la valeur des productions obtenues, dans les PMA et les autres pays en développement.



Un autre graphique fourni à la page 48 devrait véritablement interpellé tous les propagandistes de l'Afrique, continent du XXI<sup>e</sup> siècle. On l'espère véritablement, mais où seront les emplois dont l'Afrique subsaharienne aura un besoin vital et où la population était d'un peu plus de 800 millions en 2000 et qui, selon les prévisions, devrait être supérieure à plus de 3,8 milliards en 2100, conduisant à un ratio 2100/2000 de 6 alors qu'il ne sera que de 1,8 pour l'ensemble du monde ? Cette référence apparaît dans un article paru dans [Science](#) en octobre 2014, dont le titre annonce que la stabilisation mondiale est peu

probable au cours de ce siècle. Les auteurs ont représenté l'évolution 1980-2012 de la productivité agricole, mesurée en dollars de 2006, d'un hectare moyen, en particulier pour les PMA (LDC) africains et ceux d'Asie. On remarque que, pour ces deniers, la productivité a été presque triplée, ce qui est loin d'être le cas pour les pays africains. Or, en raison de la place de l'agriculture dans l'emploi dans les PMA, on comprend qu'une augmentation des emplois décents dans les PMA y exige une augmentation de la productivité agricole, comme ce fut le cas pour les autres secteurs économiques de ces mêmes PMA.



Les auteurs du rapport démontrent que la création d'emplois de qualité dans les PMA passe aussi par le développement des activités non fermières dans les zones rurales. À mesure que la population rurale disposant d'un emploi décent s'accroît, elle a besoin de services extérieurs (entretiens divers, par exemple). Il faut se souvenir que, en moyenne, les deux tiers de la population subsaharienne vivent en zone rurale et que, malgré l'urbanisation croissante, cette proportion s'établirait encore, selon la CNUCED, entre 50 % et 60 % en 2030 ; c'est dire l'importance des politiques qui y seront conduites. On verra aussi, page 102, la très faible part de l'agroécologie dans les PMA. C'est pourtant un secteur riche, précisément, en besoins extérieurs à la production agricole (formation, assistance, approvisionnement des zones urbaines, transport, etc.). Tout comme, bien menée, elle augmente les rendements sans augmentation proportionnelle des intrants industriels (pesticides, engrais etc.).

Tout le chapitre 4 est consacré à la place des femmes dans le processus préconisé. C'est évidemment la plus élémentaire dignité humaine qui est ainsi prise en compte à l'égard de la moitié de la population, mais ce sont aussi les plus simples constats statistiques qui l'exigent. Les tableaux très intéressants présentés pages 129 et 130 montrent que, en 2014, les femmes constituent, dans l'ensemble des PMA, 73 % de la main-d'œuvre agricole employée. Dans le même temps, la FAO indique que l'ensemble de la force de travail du secteur agricole dans les PMA est passé, de 1980 à 2014, de 160 000 personnes à 410 000 parmi lesquelles 50 % de femmes. Les rédacteurs voient dans ces chiffres un reflet de la forte influence des facteurs culturels et institutionnels. Pour les éclairer, on peut prendre l'exemple du Burkina-Faso comptant 17 millions d'habitants, dont près de 85 % travaillent dans le secteur agricole, et classé, selon l'indice de développement humain (IDH) du PNUD, au 183<sup>e</sup> rang des 188 pays recensés. Alors que l'IDH pour la Norvège s'établit à 0,940, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, il n'est que de 0,376 pour celles-ci au Burkina-Faso et

0,427 pour les hommes. Évidemment, tous les indices sectoriels s'inscrivent dans cette tendance discriminatoire. Ainsi, le taux d'alphabétisation chez les plus de 15 ans est de 33 % pour les femmes contre 47 % pour les hommes ; il s'ensuit, mécaniquement, chez les plus de 25 ans, que seulement 0,9 % des femmes ont commencé des études secondaires contre 3,2 % pour les hommes. On est ici au cœur aussi bien des inégalités Nord/Sud quand on sait qu'en Norvège ce sont plus de 97 % (hommes ou femmes) qui sont dans cette situation, que celles des inégalités hommes/femmes !

Cette disparité hommes/femmes pèse lourdement sur celles qui doivent, dans la grande majorité des PMA, assurer la quasi-totalité des travaux ménagers en même temps qu'elles fournissent un travail non rémunéré dans l'agriculture, y compris en raison du temps partiel et du travail saisonnier. Elles ont ainsi moins de temps pour se former ou pour profiter de loisirs ou, tout simplement, se reposer ou se détendre. On veut croire que ce n'est pas cette perspective que souhaitent, sous nos contrées, les prophètes de la fin du travail. Il faut ajouter que, malgré la part prépondérante que les femmes assurent dans le travail du secteur agricole, elles n'ont qu'un rôle modeste dans l'utilisation des revenus qu'il génère. De la même manière, elles ont un accès plus restreint que les hommes aux informations économiques générales, en particulier relatives aux marchés.

À l'évidence, si la marche du monde perdure, selon la formule BAU [22], célébrée par tous les possédants, la plupart des gouvernements et des institutions internationales, il faudra des siècles avant que la situation de la population féminine dans les PMA et d'abord en Afrique subsaharienne, ne s'améliore vraiment. Cela veut dire que c'est l'ensemble de la population qui en pâtit, de même que la planète évidemment.

## Afrique, avenir de l'humanité ?

Par ces temps où la croissance – vous savez, ce qui permet, conduite comme elle l'est actuellement, de dévaster l'avenir vital de l'humanité – dans nos contrées développées fait grise mine, à 1,7 % pour la zone euro [23] et semble ne pas dépasser 2 % pour les États-Unis [24], celle de l'Afrique [25] pourrait-elle laisser, malgré tout, un parfum d'espoir pour l'économie capitaliste et, accessoirement pour les Africains ?

En publiant le [Développement économique en Afrique](#) rapport 2016, la CNUCED pose quatre questions fondamentales. En guise d'introduction, on pourra lire [Afrique subsaharienne, avenir salvateur ?](#)

- L'Afrique peut-elle concilier objectifs de développement et maîtrise de la dette ?
- Comment l'architecture mondiale peut-elle contribuer à gérer la dette de manière durable ?
- Quels sont les principaux facteurs de risque ?
- Quels financements durables pour assurer les besoins essentiels ?



À partir de ces questions, elle examine les réponses qui sont sur la table en pointant les risques qui s'y attachent :

- Eu égard à l'ampleur et à la diversité des besoins qui pèsent sur le continent, le recours à la dette, aussi bien externe qu'intérieure, est envisageable, cependant, l'instabilité du prix des produits de base [26] et les réalités des marchés financiers rendent « problématique » ce recours.
- La viabilité d'une telle ressource serait fortement compromise par le ralentissement de la croissance, mais surtout en raison du prix des matières premières d'exportation et des taux d'intérêt repartis à la hausse.
- Du fait, notamment, de l'insignifiance de l'APD, le recours à la dette intérieure va grandissant, ce qui, compte tenu du nombre et de la diversité des créanciers concernés, multiplie les risques des États.
- Face à ces risques, la CNUCED préconise la fin de la fraude fiscale qui, selon une étude de l'ONG états-unienne ONE [27] s'élèverait, pour les pays en voie de développement (PVD), à au moins 1000 milliards de dollars par an, les contraignant au partenariat public-privé (PPP). En la matière, la CNUCED semble avoir sous-estimé l'ampleur du préjudice et n'avoir pas pris la dimension des risques qui s'attachent à ces fameux PPP, dangers largement relatés dans la presse française et internationale. On voit mal d'ailleurs, comment dans un contexte où l'APD n'augmente pas, le privé se transformerait tout à coup en saint-bernard de l'Afrique sans se soucier de la rentabilité des contrats passés. Et si l'APD augmentait véritablement, que viendraient faire des fonds privés qui ne peuvent qu'attendre un « retour sur investissement ».
- Enfin, la CNUCED voit dans l'amélioration de la coopération internationale et régionale un moyen d'améliorer l'efficacité du recours à la dette. Qu'il faille corriger ladite coopération et la renforcer ne fait aucun doute pour quiconque a, tant soit peu, l'expérience des interventions de coopération en Afrique. De là à imaginer que l'on peut y trouver les centaines de milliards qui manquent, paraît relever davantage de l'espoir des personnages de Samuel Beckett, de voir arriver ce fameux Godot qui, bien entendu, ne viendra jamais.

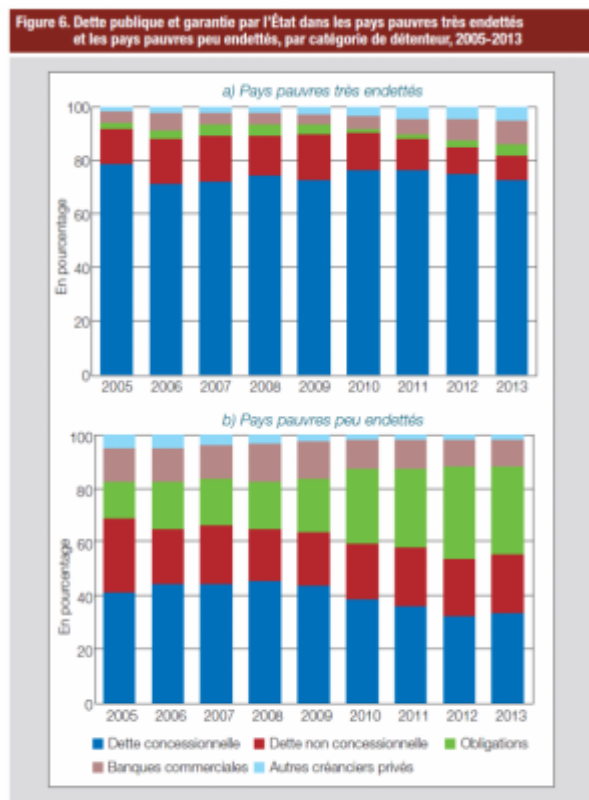
Au-delà de cette discussion qui ressemble davantage aux controverses sur le sexe des anges, il reste indispensable de savoir quels sont les montants évalués pour atteindre les 17 Objectifs du développement durable arrêtés par les États membres des Nations unies en septembre 2015. Il faudra disposer, annuellement, pour les seuls PMA et les pays intermédiaires du niveau inférieur, de jusqu'à 640 milliards de dollars [28]. Pour ce faire, la CNUCED remarque que « l'Afrique ne peut pas bâtir son avenir en comptant sur l'APD, qui dépend davantage des conditions imposées par les donateurs que de son propre programme de développement ». Sans doute, de surcroît, ce ne sont pas les quelque 130 milliards attribués à tous les pays en développement qui pourraient être à la hauteur de l'enjeu et des besoins. C'est bien dans une tout autre logique qu'il faut

s'inscrire, celle de biens communs qui doivent être financés en tant que tels. Au milieu des années 2000, Attac avait activement participé à l'établissement du rapport [Les nouvelles contributions financières internationales](#). Sa teneur sera très majoritairement approuvée par l'Assemblée générale de l'ONU en juin 2005. À l'époque, il y a plus de dix ans, on pouvait lire que, au-delà de la taxe sur les transactions financières (TTF), des taxes globales devaient pouvoir rassembler 800 milliards de dollars pour financer ces biens publics mondiaux dont a tant besoin le monde, et en particulier les PMA. Il n'y avait, disait ce rapport, aucune contre-indication théorique ni aucun obstacle technique ; seule devait exister la volonté politique ! En 2016, nous en sommes toujours au même point ; la pauvre TTF, dont l'Union européenne nous affirmait, COP 21 obligeant, que l'on allait voir ce qu'on allait voir, en est toujours aux vagissements. Le seul espoir est bien l'action déterminée des citoyens. Ils doivent ne pas hésiter à s'appuyer, quand c'est possible, sur des institutions comme la CNUCED et à se servir des *mea culpa* [29] que, parfois, le Saint des saints, professe. Surtout quand un tel acte de contrition provient de trois économistes qui publient dans la revue *Finance et développement* du FMI. Leur fréquence ne peut qu'être un signe encourageant pour la lutte que mènent les militants.

Tout le chapitre 2 du rapport CNUCED 2016 consacré à l'Afrique a trait à l'examen de la dette. Il y est noté, à juste titre, que la première question à poser est l'objet de la dette contractée. En la matière, on se souvient des « éléphants blancs » des années 1960-70 qui paraissaient jouir de toute la bienveillance des instances internationales au prétexte qu'ils étaient, dans la forme, décidés par les pouvoirs publics africains, en oubliant au passage que les intérêts seraient à la charge des États et allaient conduire, notamment, à la « crise de la dette » du début des années 1980. Ce n'est pas le recours à l'emprunt qui est contestable, mais d'abord l'objet du financement qui doit déterminer si une telle mobilisation de ressources sert un objectif justifié socialement. Comment, par exemple, avançant l'argument que le pays recelait du pétrole et que son chef, Mouammar Kadhafi, prétendait qu'il devait être autosuffisant, un projet, entièrement mécanisé, de production de blé sur 50 000 hectares irrigués à partir de réserves d'eau fossile puisée jusqu'à 300 mètres dans le Sarir Libyen, pourrait-il être tant soit peu légitimé ?

La figure 6 de la page 39, reproduite ici, montre l'évolution sur la période 2005-2013, de l'origine des emprunts pour les pays pauvres très endettés et ceux qui le sont moins. On remarquera l'augmentation de la part détenue par les banques commerciales et autres prêteurs privés pour les plus endettés et, pour les autres, réputés moins risqués puisque modestement endettés, l'augmentation des emprunts obligataires privés. On est très loin du processus souhaitable de financement des biens publics mondiaux. Comment peut-on envisager en effet que, entre autres, toutes les infrastructures nécessaires à l'éducation et à la santé puissent être financées de manière satisfaisante si elles le sont sur une base commerciale ? Il s'agit là de biens publics mondiaux, élémentaires de surcroît, qui doivent être mis en œuvre comme tels ; c'est-à-dire sur des ressources pérennes

collectées au niveau mondial. Comment imaginer que le Niger ou le Bangladesh, par exemple, pourraient être en mesure d'y consacrer les fonds nationaux nécessaires ? Pourtant, ces biens publics sont des biens mondiaux dans la mesure où une bonne santé et une éducation satisfaisante d'un pays interfère très directement avec l'ensemble. Croit-on que la lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité pourra être menée avec des populations peu éduquées ou à la santé précaire ? Pourtant, ce sont bien les sept milliards d'humains qui sont en cause !



« Le renforcement du secteur des pensions de retraite et du secteur des assurances augmentera le montant des fonds à long terme dont les marchés intérieurs de la dette ont besoin. Les pays devraient examiner les sources tant traditionnelles que nouvelles de financement du développement. Le recours accru à l'emprunt comme instrument de mobilisation des ressources intérieures pour le financement du développement pourrait contribuer à réduire l'exposition du continent à la volatilité de l'investissement étranger direct et de l'aide publique au développement et lui redonner de la marge d'action ».

On est en droit de se sentir quelque peu mal à l'aise à la lecture de ce chapitre 3 consacré à l'endettement. Non pas, évidemment, parce que le recours à l'emprunt est préconisé pour financer l'investissement, même s'il est appelé « développement », mais par la musique de fond qui est servie ; on pouvait espérer les économistes de la CNUCED moins inféodés à la politique de l'offre et moins enclins à vanter l'efficacité des marchés. Enfin quoi, les pays en développement et particulièrement les plus pauvres, vont s'en sortir sur le principe que pour investir 100, il faut d'abord avoir épargné un tel montant ?

admin2016-09-07T21:15:00a ???

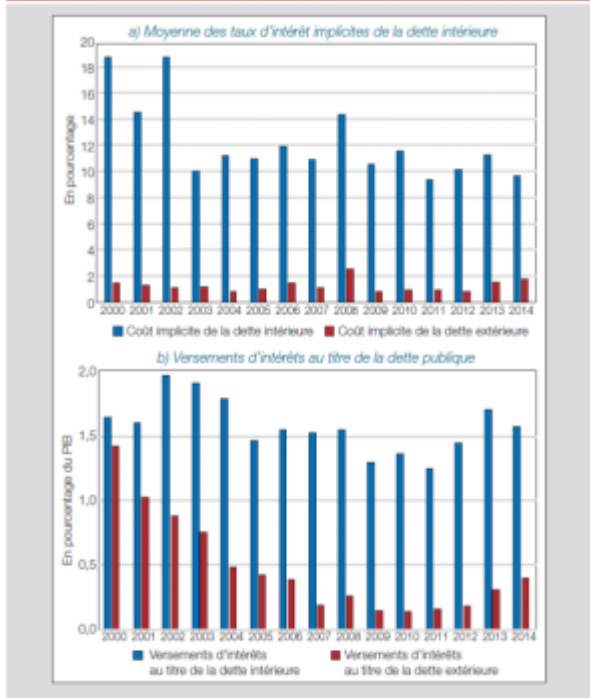
Il faudrait vite donner cette vieille recette aux marchés financiers, eux qui n'hésitent pas à prêter 100 à ceux qui présentent, pour tout viatique, le 1 qu'ils détiennent ; il est vrai que, eux, sont riches. Faudrait-il donc que les pays pauvres puissent, pour ne plus l'être, accéder à la table des produits dérivés dont la Banque des règlements internationaux nous dit que leur total équivaut à plus de 10 fois le montant du produit brut mondial ? Que les PVD mobilisent leurs disponibilités intérieures, bien entendu, et même que cette mobilisation se fasse grâce à des moyens « modernes », soit ! Mais pourquoi donc faudrait-il que ces pays satisfassent aux canons néoclassiques de l'épargne préalable à l'investissement ? On connaît la chanson, il faut installer les populations dans l'austérité pour satisfaire les propriétaires du capital [30]. Ne consommez pas et vous serez sauvés ! Quand on sait que ce discours s'adresse, en particulier, à 1,2 milliard de personnes vivant dans les pays dont le PIB est près de quinze fois moindre que celui des pays réputés les plus riches où vivent 1,2 milliard d'habitants, on reste ahuri. Rêvons de posséder ce fouet magique capable de chasser les marchands du temple ! Marx, Keynes, revenez, ils sont devenus fous !

On verra cependant la figure 15, présentée en page 73 et reproduite ci-dessous, montrant que si la moyenne des taux d'intérêt sur la dette intérieure a baissé depuis 2000, elle s'établit encore à près de 10 %, contre moins de 2 % pour la dette extérieure. Une fois encore, vouloir chercher des ressources pour les PVD dans tout ce qui peut ressembler, de près ou de loin, à un marché financier, ne leur sera d'aucune utilité véritable mais accroîtra, au contraire, leur vulnérabilité. On n'a aucune chance de passer des heures à chercher, et trouver, un trousseau de clefs au seul pied d'un lampadaire. À qui fera-t-on croire que, chaque année, les PMA seront en mesure de mobiliser les quelque 640 milliards de dollars, calculés par la CNUCED, qui leur sont nécessaires pour atteindre les 17 objectifs du développement durable fixés par l'Organisation des Nations unies ? Seul le 1 % de la population du globe, qui en 2020 détiendra 54 % de la richesse mondiale affectera de le croire ; c'est précisément grâce à cette farce que cette minuscule fraction a pu, en dix ans, accaparer 10 % supplémentaires des richesses qui sont créées par les 7,5 milliards d'êtres humains. Il y a plus de dix ans les taxes globales, dans leur version moyenne, devaient pouvoir s'élever à 800 milliards de dollars ; à l'époque, selon la Banque mondiale, le PIB mondial était de 47 000 milliards de dollars courants, en 2015, ce sont 73 000 milliards.

On est quelque peu confondu de constater que les auteurs ont cru devoir consacrer le chapitre 4 dans son entier aux partenariats public-privé. Que sont donc ces fameux PPP qui, selon eux, devraient être un complément, si ce n'est une alternative, aux financements traditionnels ? Contrairement à ce qui se dit, ce ne sont pas des fonds privés qui viendraient abonder des fonds publics permettant ainsi la réalisation d'investissements, mais bien plutôt l'opportunité offerte à des investisseurs privés de se placer dans des secteurs jugés

rentables en bénéficiant du parapluie public. On a là un bel exemple de ce qu'a réussi le néolibéralisme : il ne s'est pas contenté de fourbir l'accumulation, l'âme du capitalisme, il est parvenu à tordre la société tout entière en en modifiant les normes elles-mêmes. On ne compte plus ceux qui, désormais, estiment « naturel » le principe de concurrence ?

Figure 15. Moyennes des taux d'intérêt implicites de la dette intérieure et versements d'intérêts au titre de la dette publique pour l'échantillon composé du Kenya, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie



Sources : Banques centrales nationales.

Note : Le taux d'intérêt nominal implicite est égal aux versements d'intérêts pour l'année en cours divisé par l'encours moyen de la dette pour la même année.

Le malaise s'accroît à la lecture du chapitre consacré aux conclusions de l'étude. Il est bien mentionné que « les flux financiers illicites pourraient devenir une source de financement », mais on peut craindre que cette source soit sensiblement minimisée. En effet, la CNUCED chiffre à 854 milliards de dollars la perte enregistrée par l'Afrique en près de quatre décennies, entre 1970 et 2008. Pourtant, comme déjà mentionné dans cet article, d'autres chiffres sont disponibles ; ainsi, *Oxfam* estime que l'usage des seuls paradis fiscaux prive l'Afrique de 170 milliards de dollars par an. Les *Panama Papers* ont mis en évidence une fraude fiscale, due à des « personnalités », de quelque 50 milliards de dollars. L'étude la plus documentée sur les pertes fiscales supportées par l'ensemble des PVD est, sans doute, l'étude ONE signalée en note 25 qui les chiffre à, « au moins » 1000 milliards de dollars par an, il est vrai pour tous les PVD. Elle s'appuie en particulier sur les données fournies par le FMI et la BRI et recense trois sources de « fraude » dont la manipulation des prix de transfert [31] qui, avec la fraude fiscale, représenteraient 60 % à 65 % du total. Elle se réfère aussi aux données relatives au blanchiment dû au crime et à la drogue que le FMI chiffre en 2014, au niveau mondial, entre 2 % et 5 % du PIB mondial. Quoi qu'il en soit, on est donc bien au delà de l'estimation de la CNUCED, dont on se demande bien pourquoi elle fait montre d'une telle frilosité.

Dans le répertoire des recommandations pour l'avenir, on ne trouve aucun mot pour préconiser la mobilisation de ressources pérennes pour financer les biens publics africains. En revanche, est mentionné en bonne place le recours à la dette intérieure au motif premier que l'APD est inadaptée. C'est tout à fait exact, mais pourquoi alors ne pas recommander qu'elle le soit ? Bien entendu, les merveilleux PPP et le développement des transferts financiers des migrants – notamment en formalisant les envois de fonds, encore beaucoup trop informels selon les auteurs – figurent dans les recommandations générales. Les transferts de fonds des migrants vers l'ensemble des PVD dont ils sont originaires se sont élevés, en 2015 selon la *Banque mondiale*, à quelque 430 milliards de dollars. Quand on compare ce montant aux 130 milliards, ensemble, que tous les pays riches allouent – avec quelle difficulté – aux pays pauvres, on demeure stupéfait que les plus déshérités parviennent à transférer chez eux plus de trois fois cette somme. Peut-être nos élites n'ont-elles jamais pensé à taxer ces transferts ; ce serait toujours ça de pris !

## Les transnationales

Si elles ne sont pas l'épicentre de la formulation de la « la fin du travail » elles sont, en revanche, l'artisan efficace de l'augmentation de sa durée, aussi bien quotidienne que sur toute une vie. La revue *Les Possibles* a souvent évoqué ces idolâtres du capitalisme, pygmaliens sans âme, pas même capables de donner vie à leur Galatée mais se contentant, tel un vampire, de lui soutirer son sang.

On pourra lire l'article [Les grandes gagnantes : les transnationales](#), qui montre qu'une cinquantaine d'entre elles seulement mènent la danse mondiale. On imagine leur pouvoir ! Olivier De Schutter, ancien Rapporteur spécial auprès de l'ONU pour le droit à l'alimentation, dont il a été question dans [Sécurité alimentaire mondiale](#), vient de publier [Contrôle des sociétés transnationales : bilan d'étape](#). Cet article est paru dans la *Revue Projet* dont Jean Merckaert, ancien du CCFD-Terre Solidaire, est rédacteur en chef.

Olivier De Schutter remarque que, « après la période coloniale, les grandes entreprises, que l'on commençait à appeler « transnationales », prétendaient opérer avec le moins de contraintes possible, exigeant le droit de rapatrier leurs profits et d'échapper à des obligations de « performance », par exemple celle de transférer des technologies ou de se fournir auprès de producteurs locaux. On voit dans « Afrique, avenir de l'humanité ? » de ce même numéro, que « rapatrier leurs profits » signifie, en fait, spolier, chaque année, les PVD de 1000 milliards de dollars de recettes fiscales.

L'auteur rappelle, fort à propos, que les espoirs nourris, dans les années 1960 et 1970, de voir les forces progressistes, au Sud et au Nord, capables d'instaurer un nouvel ordre économique ont été brutalement balayés. Les transnationales ont parfaitement su quels truchements efficaces elles pouvaient utiliser, « le souvenir de la chute de Salvador Allende au Chili, renversé en

septembre 1973 par un coup d'État encouragé par les États-Unis, soucieux de protéger les intérêts des sociétés nord-américaines, était encore frais dans les têtes ». Il leur suffit de trouver – ou de faire nommer – les personnes idoines pour défendre leurs intérêts, quel que soit le contexte. On sait, par exemple, le rôle joué par Henry Kissinger dans la guerre du Vietnam et les centaines de milliards abondamment déversés sur les compagnies américaines en même temps que plus de 7 millions de tonnes de bombes sur les populations vietnamiennes ; il ne sera pas en reste lorsqu'il s'agira de mettre fin à la présidence de Salvador Allende en l'assassinant quand, bien au-delà de prétendre satisfaire celles qui défilaient dans les rue de Santiago en tapant sur leurs casseroles, il s'agissait, avant tout, de protéger les transnationales. Quatre décennies plus tard, les mêmes sauront trouver, entre autres, un Jean-Claude Juncker qui ne redoutera pas, quelque temps après la décision du peuple grec d'accorder ses suffrages à Syriza, de déclarer « il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens » ; là encore, les transnationales financières ne pouvaient souffrir de se sentir menacées. D'ailleurs, on a vu une fois les fariboles démocratiques matées, la « fin du travail » immédiatement mise en œuvre, à travers les retraites, le chômage, etc. !

L'annonce de ce Nouvel ordre mondial avait suscité des espoirs aux pays du Sud qui, dans le cadre des discussions entamées en 1970, entendaient faire reconnaître les contraintes qui devraient être imposées aux transnationales. Si espoirs il y a eu, ils furent vite trahis ; les Pays de l'OCDE eurent tôt fait de faire savoir que si obligations il devait y avoir, elles devraient être contrebalancées par de sérieuses dispositions, notamment pour garantir les investissements des transnationales. Enfin, vint le [discours](#) du Président Bush du 11 septembre 1990 où, avant d'invoquer la bénédiction de Dieu sur l'Amérique, et comme pour prouver qui gérait les affaires du monde, il déclara « c'est simplement ainsi que les choses vont se passer. (...) ». Le 16 janvier 1991, la guerre du Golfe, commençait. Elle allait entraîner des dizaines de milliers de morts, un coût financier de plusieurs centaines de milliards de dollars et d'importantes conséquences écologiques. Pire encore, si on ose écrire, la situation morale, politique, économique et pacifique de toute la région, est celle, que l'on connaît aujourd'hui, vingt-cinq ans après que le Président états-unien eut averti le monde sur ce qu'il allait advenir. Cette situation s'est lourdement aggravée après que le

filis Bush, lui-même alors président des États-Unis, déclenche en mars 2003 l'invasion de l'Irak. Le désastre que l'on observe aujourd'hui dans tout le Moyen-Orient et au-delà, accentué par cette guerre à laquelle la Grande-Bretagne de Tony Blair avait apporté tout son appui, aurait entraîné un coût, estimé par Joseph Stiglitz, de 3 000 milliards de dollars [\[32\]](#) et provoqué jusqu'à juillet 2006, selon une estimation de [The Lancet](#), plus de 650 000 morts. Ces 3 000 milliards sont allés, pour la majeure partie, aux grandes compagnies états-uniennes, toutes recensées parmi les transnationales. Plusieurs apologistes ont voulu tempérer les « inconvénients » constatés par le soutien à l'emploi dont ils auraient été la contrepartie ! La fin du travail n'était pas pour tout le monde.

Olivier De Schutter note les tentatives pour réguler l'activité des transnationales, toutes sont restées des « recommandations » non contraignantes. Quelque peu désabusé, il dénonce, « privatisations à grande échelle, passage à l'économie de marché d'un grand nombre d'États qui figuraient jusqu'au début des années 1990 dans le camp socialiste, abaissement des obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges commerciaux, encouragé par la mise sur pied, en 1994, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), renforcement de la protection des droits des investisseurs par une succession de traités bilatéraux d'investissement que l'Accord multilatéral sur l'investissement négocié au sein de l'OCDE entre 1995 et 1998 aurait pu venir codifier de manière encore plus visible. Tout, au cours de ces deux décennies frénétiques, encourage un rôle accru pour les sociétés transnationales, dont le terrain de jeu est devenu mondial ».

Il espère que les avancées en matière de droits humains et de coopération judiciaire, globalement soutenues par le G77, pourraient constituer des étapes salutaires ; il observe cependant que, toutes sont rejetées par l'Union européenne et les États-Unis... Malgré cela, optimiste, il conclut : « c'est précisément parce que le chemin est encore long qu'il faut dès à présent se mettre en marche ».

On ne peut que soutenir ces prises de positions mais, gageons que, sans l'action déterminée des peuples, elles ne suffiront pas. Mieux vaut pérorer sur la fin du travail ou un mirifique revenu universel que de diminuer, fortement, le temps du travail !

---

## Notes

[\[1\]](#) Consensus de Washington, terminologie définie à la fin des années 1980 par John Williamson pour révéler la recette de la « bonne gouvernance » économique à base, notamment, de libéralisation et de privatisations tous azimuts. C'est cette doctrine qui inspira les politiques appliquées par Thatcher et Reagan et imposées, notamment, aux pays du Sud à travers les désastreux programmes d'ajustement structurels (PAS)

[\[2\]](#) Bruegel, dont le président d'honneur est Mario Monti qui a été consultant de Goldman Sachs, est présidé aujourd'hui par Jean-Claude Trichet.

[3] Jonathan D. Ostry, Prakash Loungani, Davide Furceri, « [Neoliberalism : Oversold ?](#) », IMF, *Finance and Development*, vol. 53, n° 2, juin 2016. F&D paraît chaque trimestre en anglais, espagnol et français.

[4] Lire, entre bien d'autres, [FMI Perspectives économie mondiale, Il est vraiment temps de faire baisser la température !, Une politique budgétaire pour combattre le chômage ?, Réguler pour éviter les crises ?, Une autre politique ?, Séparer les activités bancaires ?, Quand le FMI renforce les évidences.](#)

[5] Coefficient de Gini : mesure statistique pour apprécier la dispersion d'une caractéristique, par exemple les revenus, d'une population

[6] TINA *There is no alternative.*

[7] Les prévisions de la Banque mondiale indiquent que le PIB global de 2017 devrait être de quelque 86 milliards de dollars courants.

[8] Groupe informel, créé en 1997 par le Conseil européen (chefs d'État ou de gouvernement) censé coordonner les politiques monétaires de la zone euro. Il est présidé, depuis sa création par un néolibéral (le Luxembourgeois Juncker et aujourd'hui le Néerlandais Dijsselbloem et a, dans la pratique, supplanté le Conseil des ministres des finances européens.

[9] Ppm, particules par million ; en l'occurrence, il s'agit du nombre de particules de CO<sub>2</sub> dans un volume de million de particules au total.

[10] PEH *Performance Enhancement & Health*, soins de santé.

[11] Le nombre de tués à la suite d'accidents de la route était de 3 461 personnes en France en 2015.

[12] Le PIB en dollars courants 2015 s'est élevé à 2 848 milliards de dollars

[13] L'indice de Gini s'étale de 0, qui marquerait, en l'occurrence, une égalité parfaite, à 1 qui signifierait l'attribution de la totalité du revenu national à un seul individu.

[14] BNP Paribas annonce, à fin 2015, un total de bilan de quelque 2 000 milliards d'euros

[15] « La fin du travail, une bonne nouvelle », *Alternatives économiques*, n° 144, janvier 1997.

[16] Lire dans ce même numéro Néolibéralisme ! *Quoi, on se serait trompé ?*

[17] Se reporter à la note 13

[18] Voir [Sécurité alimentaire mondiale](#), *Les Possibles* n° 4, « La Revue des revues ».

[19] Voir *Alors ce machin ?*, *Les Possibles* n° 9, *La Revue des revues*.

[20] Voir [L'agriculture chimique, une nécessité ?](#), *Les Possibles*, n°10.

[21] [La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture](#), FAO, 2014.

[22] BAU : *business as usual*, statu quo.

[23] [Eurostat](#) : taux de croissance du PIB réel.

[24] [World economic outlook](#)

[25] [Banque mondiale](#), Afrique vue d'ensemble, mai 2016.

[26] [Lire Sécurité alimentaire mondiale](#), *Les Possibles*, n° 4.

[27] [Le Casse du siècle](#), publié par le CADTM.

[28] Selon la Banque mondiale, le PIB 2014 de tous les PMA était évalué à quelque 900 milliards de dollars.

[29] Lire dans ce même numéro : Néolibéralisme ! Quoi, se serait-on trompé ?

[30] L'expression « propriétaires du capital » est une sorte de raccourci qui inclut selon l'excellente description de Pierre Dardot et Christian Laval dans *Ce cauchemar qui n'en finit pas*, et comporte « l'oligarchie gouvernementale et la haute caste bureaucratique [...] les acteurs financiers et le top management [...] les grands médias d'opinion et de divertissement [...] les institutions universitaires et éditoriales », La Découverte, 2016.

[31] Il s'agit des prix pratiqués pour les échanges de biens ou services, au sein d'une même transnationale, qui influent très directement sur les résultats de la firme dans le pays considéré.

[32] Le PNUD chiffrait, dans son rapport 2004, le PIB en dollars courant des PMA à 205 milliards en 2002.